

Une croissance généralisée à l'échelle provinciale en 2011

Lorsque l'année 2010 sera terminée, nous pourrons examiner la performance économique du Canada en pensant à ce qu'elle aurait pu être. L'année a débuté sur les chapeaux de roues, ce qui a suscité des espoirs de redressement rapide partout au pays. Cependant, l'activité a ralenti sensiblement au printemps et à l'été, quand l'économie américaine est entrée dans un passage à vide – quoique certains signes montrent qu'elle reprend de la vigueur en fin d'année. En tout et partout, la reprise se déroule comme on l'avait initialement prévu : le taux de croissance du Canada, qui devrait atteindre 3,1 % en 2010, est inférieur à ce que le pays avait connu lors de reprises précédentes. Cette tendance va-t-elle se maintenir en 2011 ? Oui, dans une large mesure. D'après nous, la croissance ne changera pas beaucoup et s'établira à 3,2 % ; cela signifie que le regain d'activité sera encore inférieur à la moyenne et, par conséquent, que le taux de chômage demeurera à un niveau élevé.

Une récession généralisée suivie d'une reprise généralisée dans toutes les provinces

L'économie n'est peut-être pas aussi forte qu'elle aurait pu l'être, mais, au moins, la reprise s'étend à toutes les provinces, une tendance qui devrait se poursuivre en 2011. La récession avait touché l'ensemble du Canada, puisque toutes les provinces sauf une (le Manitoba) avaient subi une contraction de leur économie en 2009 ; le redressement cyclique actuel s'avère tout aussi synchronisé. Toutefois, le rythme de la croissance variera encore de manière importante d'une province à l'autre.

La balance penche encore en faveur de l'Ouest

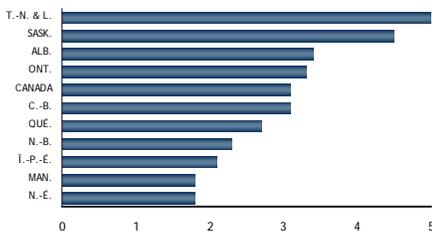
Les provinces dont l'économie est étroitement liée à certaines ressources naturelles comme la potasse, le pétrole brut et les métaux devraient connaître les plus forts taux de croissance, car la forte demande mondiale de marchandises entraîne une hausse de la production et des prix des marchandises, ainsi que des investissements plus élevés dans les capacités de production. Les provinces de l'Ouest, notamment la Saskatchewan et l'Alberta, seront les plus avantagées par la situation, mais aussi Terre-Neuve-et-Labrador, à l'autre bout du pays. La Saskatchewan et le Manitoba profiteront aussi d'un rebond de la production agricole en 2011, pourvu que les conditions météorologiques reviennent à la normale. Grâce à l'amélioration prévue de l'économie américaine, les exportations vont augmenter dans l'ensemble du pays, quoique leurs effets positifs dans la plupart des provinces situées à l'est du Manitoba seront atténués par le rythme plus lent de l'activité intérieure.

La Saskatchewan devrait détrôner Terre-Neuve-et-Labrador en tête du classement de 2011

L'an prochain, la Saskatchewan devrait prendre la tête du classement de la croissance par province après que Terre-Neuve-et-Labrador a eu cet honneur en 2010. L'Alberta arrivera très près de la Saskatchewan, gagnant une place par rapport à cette année. L'Ontario glissera de son quatrième rang de 2010 et se retrouvera en cinquième position en 2011. Nous prévoyons que la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard termineront le classement en 2010 et en 2011, tout comme le Manitoba cette année. Selon nous, la croissance de la Colombie-Britannique devrait se situer dans la moyenne nationale, tandis que celle du Québec lui sera légèrement inférieure.

Croissance du PIB réel en 2010

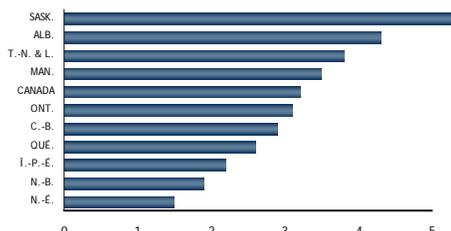
% de variation



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Croissance du PIB réel en 2011

% de variation



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

(416) 974-7231

paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue

Économiste principal

(416) 974-6192

robert.hogue@rbc.com

David Onyett-Jeffries

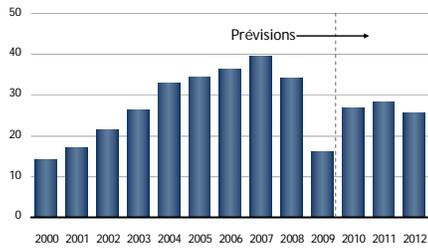
Économiste

416-974-6525

david.onyett-jeffries@rbc.com

Mises en chantier de la Colombie-Britannique

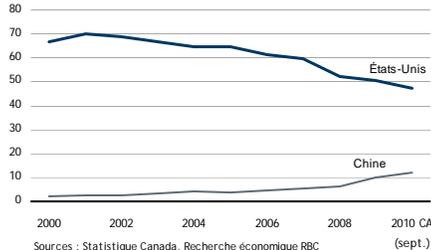
En milliers d'unités, DAD



Sources : SCHL, Recherche économique RBC

Exportations de la Colombie-Britannique vers la Chine et les États-Unis

En % des exportations totales de marchandises



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-1,8	3,1	2,9	3,2
Emploi	-2,4	2,1	1,9	2,2
Taux de chômage (%)	7,6	7,5	7,0	6,5
Ventes au détail	-5,1	5,0	4,5	4,9
Mises en chantier (unités)	16 042	26 900	28 500	25 800
Indice des prix à la consommation	0,0	1,6	2,4	1,7

Robert Hogue
Économiste principal

La province reprend son souffle

Comme le rebond après le creux de la récession est passé, l'économie de la Colombie-Britannique devrait ralentir légèrement en 2011. La croissance globale sera soutenue par de meilleures perspectives pour la plupart des marchandises produites dans la province. Cependant, elle sera freinée par le retrait progressif des mesures de relance au Canada, ainsi que par l'accalmie du marché du logement de la province. Selon nous, la croissance du PIB réel de la Colombie-Britannique devrait tomber de 3,1 % cette année à 2,9 % l'an prochain. Ces deux taux constituent des révisions à la baisse (par rapport à 3,3 % et 3,1 % respectivement) des prévisions figurant dans les *Perspectives provinciales* de septembre.

L'année 2010 se termine sans éclat

Même si, globalement, les résultats de 2010 seront en fin de compte tout à fait respectables, il faut bien avouer que le passage à 2011 de la province manque un peu de dynamisme. Alors qu'elles avaient connu un redressement encourageant pendant le premier semestre de 2010, les exportations de la Colombie-Britannique ont perdu du terrain au cours des derniers mois. Ce recul est en partie attribuable à la baisse des exportations de bois d'œuvre résineux, qui ont souffert de la faiblesse persistante du marché du logement américain. Dans l'économie intérieure de la province, le marché du logement de la Colombie-Britannique s'est nettement apaisé après l'effervescence qu'il avait connue au début de l'année 2010. Même si l'activité de revente de maisons a augmenté de nouveau depuis le mois d'août 2010, son niveau demeure historiquement bas. Les mises en chantier n'ont guère progressé cette année, et se situent près de leur niveau de 2003. Bien que l'activité économique continue de profiter de facteurs positifs tels que l'augmentation de la production de minerai (notamment de charbon) et d'une amélioration du marché de l'emploi, la plupart des signes indiquent que la croissance s'est ralentie en fin de 2010. Selon nous, cette situation préfigure ce qui se passera en 2011.

La reprise arrivera à maturité l'an prochain

En 2011, la reprise de la Colombie-Britannique va arriver à maturité, tandis que certaines mesures de lutte contre la récession, comme l'augmentation des dépenses en infrastructures, vont prendre fin. L'un des principaux moteurs de la croissance sera un accroissement des investissements dans le secteur des ressources naturelles, alors que la demande mondiale de marchandises demeure forte. Toutefois, la situation des producteurs de l'industrie forestière de la Colombie-Britannique ne devrait pas changer beaucoup, puisque l'amélioration prévue pour le marché du logement américain est limitée. Alors qu'il avait joué un rôle déterminant dans le redressement de l'activité économique au début de l'année 2010, le secteur du logement ne devrait afficher que de modestes gains l'an prochain. Les prévisions indiquent que les mises en chantier vont augmenter de 1 600 unités pour s'établir à 28 500 unités, ce qui est nettement inférieur à l'augmentation de 10 900 unités enregistrée cette année.

La création d'emplois se maintient

Le léger ralentissement de la croissance globale en 2011 permettra à la création d'emplois de se maintenir en Colombie-Britannique, bien qu'à un rythme tout aussi modéré. On prévoit que les emplois vont augmenter de 1,9 %, soit légèrement moins que la hausse de 2,1 % estimée pour cette année. 40 000 nouveaux emplois seront ainsi créés en 2011, ce qui représente une baisse par rapport aux 60 000 emplois prévus pour 2010. Le taux de chômage devrait baisser à une moyenne de 7,0 % l'an prochain, comparativement à 7,5 % cette année.

Des perspectives encore meilleures pour 2012

L'économie de la Colombie-Britannique devrait reprendre de la vigueur en 2012, car elle profitera de l'amélioration de l'économie américaine et de l'accroissement des échanges commerciaux avec la Chine, qui affiche une croissance rapide. Nous prévoyons que la croissance du PIB réel de la Colombie-Britannique va s'accélérer pour atteindre 3,2 % en 2012.

Les effets bénéfiques de l'accroissement du secteur énergétique

Jusqu'à présent, la reprise faisant suite à la profonde récession de l'an dernier, la pire que l'Alberta a connue depuis le début des années 1980, n'a pas été facile. Toutefois, la situation devrait s'améliorer graduellement l'an prochain grâce à l'accroissement du secteur énergétique, le pivot de l'économie de la province, dont profiteront d'autres secteurs. En fait, en 2011, l'Alberta devrait arriver au deuxième rang du classement des provinces en fonction de leur croissance, juste derrière la Saskatchewan. Nous prévoyons que la province connaîtra sa plus forte croissance depuis 2006, soit un taux élevé de 4,3 % en 2011, comparativement à 3,4 % pour 2010 (ce dernier taux est une légère révision à la baisse de notre prévision de 3,5 %, parue dans les *Perspectives provinciales* de septembre).

Un dynamisme plus généralisé s'annonce

Alors qu'en début d'année, nous étions plutôt déçus que la croissance du secteur énergétique de l'Alberta n'ait pas vraiment réussi à s'étendre à d'autres secteurs de l'économie, les événements récents confirment qu'une reprise plus généralisée s'annonce. La création d'emplois a repris de la vigueur depuis le printemps 2010, ce qui a enfin permis de réduire un taux de chômage décidément élevé (par rapport à ce que l'Alberta connaît habituellement). Les meilleures perspectives d'emploi de la province ont contribué à renverser l'émigration nette vers les autres provinces, qui avait amené l'accroissement de la population à son plus bas niveau en 15 ans. Ce type de retournement de situation permettra une plus grande propagation de la reprise de l'économie albertaine au cours de la prochaine année.

(Re)venir s'installer en Alberta

En raison de l'intérêt grandissant envers l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta, le flot des dépenses en immobilisations destinées aux mégaprojets devrait se poursuivre l'an prochain et les années suivantes. Cette situation stimulera énormément l'activité économique de la province et entraînera donc une croissance plus rapide de l'emploi et une immigration plus importante. L'emploi en Alberta devrait augmenter de 2,3 % en 2011, soit le plus fort taux du pays, ce qui représente une hausse importante par rapport au taux de 0,5 % pour 2010. La création de 37 000 nouveaux emplois que ce taux représente, le nombre le plus élevé depuis 2007, attirera plus d'immigrants dans la province et soutiendra l'accroissement de la population, qui va toutefois probablement demeurer inférieur à ce que la province a connu précédemment au cours de la décennie.

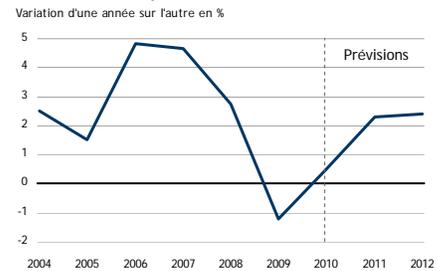
Augmentation des dépenses de consommation

L'amélioration des données démographiques aura des répercussions particulièrement positives sur les dépenses de consommation. Ainsi, on prévoit que les ventes au détail en Alberta vont atteindre le plus fort taux de croissance de toutes les provinces (5,6 %) en 2011. Cette prévision, combinée à la hausse de 5,1 % anticipée pour cette année, permettra de compenser une grande partie de la chute importante de 8,4 % que la province a subie en 2009. L'amélioration des données démographiques appuiera également la demande de logements, même si son incidence sur la construction de nouveaux logements sera probablement progressive, compte tenu de l'abondance de maisons à vendre actuellement. Les mises en chantier devraient passer de 27 100 unités cette année à 28 800 unités l'an prochain.

La forte croissance se poursuivra en 2012

Le déferlement de dépenses dans le secteur de l'énergie et l'accroissement de la production de pétrole non conventionnel continueront de jouer un rôle déterminant dans l'ensemble de l'économie de l'Alberta en 2012, puisque ces facteurs contribueront à une croissance solide, qui, selon nos prévisions, atteindra 3,8 %. Ce faisant, la province restera dans le peloton de tête du classement en fonction de la croissance.

Marché de l'emploi de l'Alberta



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Migration nette* de l'Alberta



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC
*Interprovinciale et internationale.

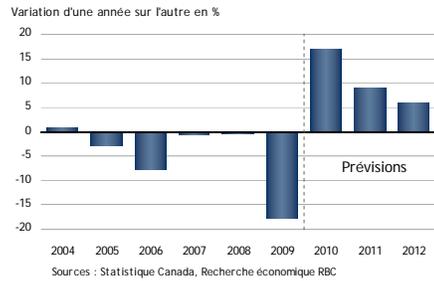
Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

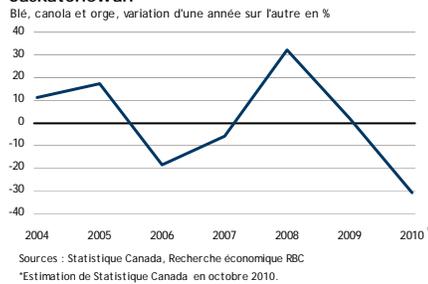
	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-4,5	3,4	4,3	3,8
Emploi	-1,3	0,5	2,3	2,4
Taux de chômage (%)	6,6	6,6	6,1	5,5
Ventes au détail	-8,4	5,1	5,6	5,8
Mises en chantier (unités)	19 983	27 100	28 800	33 300
Indice des prix à la consommation	-0,1	1,1	1,6	1,7

Robert Hogue
Économiste principal

Production du secteur minier de la Saskatchewan (y compris l'extraction de pétrole et de gaz)



Production des grandes cultures de la Saskatchewan



Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-3,9	4,5	5,3	4,3
Emploi	1,5	1,2	2,1	2,3
Taux de chômage (%)	4,8	5,1	4,9	4,6
Ventes au détail	-2,3	3,1	5,5	4,6
Mises en chantier (unités)	3 792	5 600	5 000	5 300
Indice des prix à la consommation	1,1	1,2	2,4	2,6

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Une croissance solide en vue

Au cours des dernières années, l'économie de la Saskatchewan a connu une croissance globale particulièrement volatile (passant d'une hausse de 4,6 % en 2008 à une chute de 3,9 % en 2009), qui reflète les fluctuations considérables de deux secteurs clés de ressources naturelles : l'agriculture et l'exploitation minière (y compris l'extraction de pétrole et de gaz). Selon nous, ces deux secteurs vont continuer de jouer un rôle important dans les futures tendances de la croissance, alors qu'on prévoit une hausse du PIB réel de 4,5 % cette année et de 5,3 % l'an prochain. Nous croyons qu'en 2012, la croissance devrait ralentir légèrement pour s'établir à 4,3 %.

Une croissance soutenue par la remontée de la production de potasse

Le taux de croissance pour cette année est une révision à la baisse du taux de 6,3 % inclus dans nos prévisions des *Perspectives provinciales* de septembre, tandis que le taux prévu pour 2011 a été augmenté par rapport à celui précédemment établi à 4,9 %. En 2010, la croissance demeure très forte, en grande partie grâce à la remontée actuelle de la production de potasse, faisant suite au déclin important de 2009 qui avait fortement contribué à la contraction de l'économie l'an dernier. Jusqu'en septembre, le volume de la production de potasse était en hausse de près de 150 %, ce qui représente un rebond impressionnant après le déclin de 66 % en 2009. Ce retournement de situation devrait entraîner une augmentation de la production du secteur minier de près de 17 %, qui fait suite à une chute de 17,8 % l'an dernier. Cependant, la hausse de cette année n'est pas aussi forte que ce que nous avons anticipé dans nos prévisions antérieures. Dans ce secteur, la croissance devrait se poursuivre en 2011 et en 2012, mais elle devrait ralentir pour passer en dessous de 10 %.

L'agriculture va freiner la croissance en 2010, mais elle la stimulera en 2011

L'affaiblissement de l'agriculture constitue un autre facteur qui a motivé notre révision à la baisse de la croissance globale pour 2010. Récemment, Statistique Canada a légèrement diminué le volume de production prévu des trois grandes cultures de la Saskatchewan (blé, canola et orge) ; le repli est donc plus important que les estimations émises plus tôt dans la campagne agricole de 2010. L'énorme recul de 28 % par rapport à 2009 est en grande partie attribuable aux conditions de végétation humides en début de saison, et devrait faire baisser l'ensemble de la production agricole de 17 % cette année. Cependant, le retour à de meilleures conditions de végétation l'an prochain entraînera un redressement dynamique de la production agricole de 12 % en 2011, ce qui améliorera les perspectives pour le PIB réel de la Saskatchewan.

La faible croissance de l'économie américaine nuit à certains secteurs

Notre révision à la baisse de la croissance en 2010 est également due aux données mensuelles du secteur manufacturier et du commerce de gros, qui n'ont pas repris de la vigueur aussi rapidement que nous l'avions pensé en septembre. Ces résultats décevants s'expliquent par la faible croissance aux États-Unis en milieu d'année. Malgré tout, nous continuons de croire que l'économie américaine va se renforcer en 2011 et en 2012 et qu'à l'avenir, elle va stimuler la production industrielle de la Saskatchewan.

Un budget provincial excédentaire

Parmi les avantages dont bénéficie la Saskatchewan de la robustesse du secteur de la potasse figure l'augmentation des revenus du gouvernement provincial. En fait, c'est là l'une des raisons pour lesquelles la Saskatchewan prévoit dégager un excédent budgétaire pour l'exercice 2010-2011. Elle est l'une des deux seules provinces (avec Terre-Neuve-et-Labrador) à anticiper un tel exploit.

Redémarrage en 2011

Nos prévisions pour le Manitoba sont fondées sur une croissance plutôt modeste en 2010, de seulement 1,8 %, mais nous pensons que ce taux va passer à 3,5 % en 2011. Ces estimations sont de légères révisions à la baisse de nos prévisions de septembre, qui étaient de 2,0 % pour 2010 et de 3,8 % pour 2011. En 2012, la croissance du Manitoba devrait demeurer forte et s'établir à un taux de 3,2 % légèrement supérieur à la moyenne nationale (ce qui sera également le cas en 2011). Les données de 2010 font du Manitoba la province où la croissance est la plus faible (avec la Nouvelle-Écosse). Toutefois, les résultats apparemment peu reluisants de l'économie manitobaine témoignent d'une moins grande faiblesse pendant la récession de l'an dernier, cette province ayant été la seule à avoir évité une contraction.

Le passage à vide des États-Unis se répercute sur le secteur manufacturier

Les taux de croissance du Manitoba pour cette année et l'année prochaine ont été légèrement abaissés en grande partie à cause du dynamisme moins important que prévu à ce stade-ci du cycle, à la fois aux États-Unis et dans les autres provinces canadiennes. Cette tendance est particulièrement visible dans les récentes données sur les livraisons manufacturières. Même si leur taux de croissance d'une année sur l'autre a continué de progresser au troisième trimestre, le rythme de cette amélioration n'est pas aussi soutenu que nous l'avions anticipé en septembre. Par conséquent, au lieu de prévoir un retour à la croissance du secteur manufacturier en 2010, nous entrevoyons plutôt un ralentissement du déclin, qui passera de 9 % en 2009 à 2 % cette année. Nous prévoyons que ce secteur connaîtra l'an prochain une croissance positive de 6 %, qui sera cependant moindre que le taux de 8 % projeté auparavant. Les récentes données sur le commerce de gros traduisent une tendance similaire de reprise des activités, mais à un rythme plus lent que celui prévu au trimestre dernier. Par conséquent, les taux de croissance de ce secteur ont aussi été abaissés pour cette année et l'an prochain.

Le recul de l'agriculture est moins important que prévu

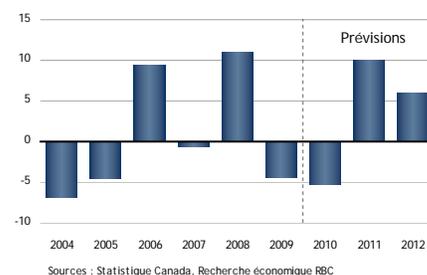
Les données indiquant que l'activité économique ne se redresse pas aussi rapidement que prévu ont été en partie compensées par la hausse récente des statistiques sur la production agricole de 2010. On estime désormais que la production des principales cultures du Manitoba reculera de 21 % cette année par rapport à 2009, comparativement au taux de -25 % projeté au trimestre dernier. La faiblesse de la production céréalière est largement attribuable aux niveaux d'humidité trop élevés, même si ces problèmes se sont atténués à mesure que la période de végétation avançait. La production agricole totale devrait afficher un recul de plus de 5 % en 2010. Les meilleures conditions de végétation prévues devraient permettre à la production agricole de grimper de 10 % en 2011 et de 6 % en 2012.

La croissance du secteur de la construction devrait demeurer faible

La forte hausse de 10 % du secteur de la construction en 2009 a largement contribué à atténuer les conséquences de la récession américaine sur l'économie du Manitoba. Nous pensons que la croissance de ce secteur devrait être nulle en 2010, car les dépenses destinées à plusieurs grands projets d'immobilisations ont cessé (comme dans le cas du pipeline Keystone) ou ont été réduites (p. ex., l'agrandissement de l'aéroport international de Winnipeg). Nous prévoyons une amélioration progressive du secteur en 2011 et en 2012, mais la croissance restera inférieure à ce qu'elle était en 2009.

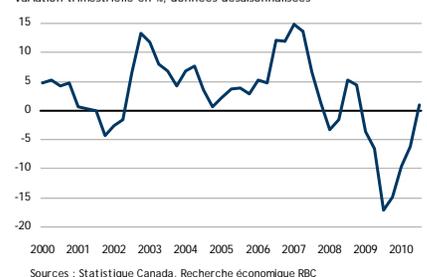
Production agricole du Manitoba

Variation d'une année sur l'autre en %, données désaisonnalisées



Ventes du secteur manufacturier du Manitoba

Variation trimestrielle en %, données désaisonnalisées



Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	0,0	1,8	3,5	3,2
Emploi	0,0	2,1	1,9	1,7
Taux de chômage (%)	5,2	5,4	5,1	5,0
Ventes au détail	-0,9	5,8	4,9	5,2
Mises en chantier (unités)	4 042	5 800	5 500	5 400
Indice des prix à la consommation	0,6	0,7	1,7	2,0

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Ventes du secteur manufacturier de l'Ontario

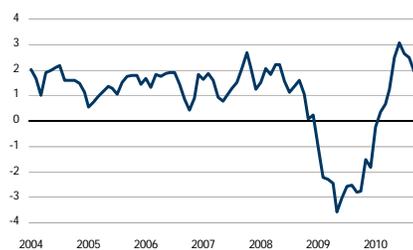
Variation d'une année sur l'autre en %, données désaisonnalisées



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Marché de l'emploi de l'Ontario

Variation d'une année sur l'autre en %, données désaisonnalisées



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-3,6	3,3	3,1	3,1
Emploi	-2,4	1,7	1,9	2,1
Taux de chômage (%)	9,0	8,8	8,2	7,7
Ventes au détail	-2,4	4,7	4,2	4,3
Mises en chantier (unités)	50 050	60 900	55 300	55 500
Indice des prix à la consommation	0,4	2,5	2,6	1,9

Robert Hogue
Économiste principal

La situation reste stable

Bien que l'économie de l'Ontario soit également touchée par le ralentissement général de l'activité qui sévit depuis le second trimestre de 2010, elle devrait bientôt sortir de ce passage à vide et afficher un taux de croissance global de 3,1 % l'an prochain (soit un peu moins que le taux de 3,2 % prévu dans les *Perspectives provinciales* de septembre). Une telle croissance sera supérieure à la moyenne de 2,2 % des cinq années qui ont précédé la récession, mais un peu inférieure au taux de 3,3 % prévu pour 2010 (qui représente une révision à la baisse du taux de 3,5 % prévu auparavant). Le léger ralentissement que nous anticipons pour l'an prochain s'explique en partie par un certain affaiblissement des dépenses publiques en immobilisations et de la construction résidentielle. Nous prévoyons que la croissance restera stable à un taux de 3,1 % en 2012.

La performance des États-Unis demeure essentielle

La demande intérieure de l'Ontario étant entièrement revenue à la normale, la prochaine étape de la reprise dépendra plus que jamais de la demande des États-Unis, le plus gros marché extérieur de la province. De ce côté, certains signes encourageants indiquent que le plus récent passage à vide tire à sa fin et que la croissance va augmenter aux États-Unis au cours de la prochaine année. Ces prévisions sont renforcées par les initiatives supplémentaires de relance monétaire et budgétaire annoncées récemment. Un élément de grande importance pour l'Ontario est l'accroissement régulier des achats de véhicules automobiles aux États-Unis, et nous pensons qu'il va se poursuivre l'an prochain et les années suivantes. En 2011, les ventes de véhicules légers aux États-Unis devraient augmenter de plus de 14 % pour passer à 13,2 millions d'unités. Toutefois, elles restent nettement inférieures aux ventes de 16 à 17 millions d'unités qui étaient la norme au cours de la décennie qui a précédé la récession. Le principal frein à l'augmentation des exportations de l'Ontario est la force du dollar canadien. Nous prévoyons que ce dernier sera plus ou moins à parité avec le dollar américain tout au long de 2011.

Amélioration soutenue du marché de l'emploi

Malgré une hausse prévue pour l'an prochain, les taux d'intérêt vont rester faibles au Canada et continuer de favoriser grandement les dépenses des particuliers et des entreprises en Ontario. Les dépenses de consommation vont également bénéficier d'une amélioration du marché de l'emploi provincial. En effet, nous pensons que le recul de l'emploi au début de l'automne 2010 était temporaire, et qu'il s'agit d'un contrecoup des gains particulièrement élevés réalisés au printemps et à l'été. Nous prévoyons que l'emploi en Ontario va augmenter de 1,9 % en 2011, soit une amélioration par rapport à la hausse de 1,7 % cette année. La faiblesse persistante des taux d'intérêt et l'augmentation du nombre d'employés dans la province vont favoriser le marché du logement. Cependant, la volatilité importante que celui-ci a connue au cours de l'année passée faussera quelque peu le portrait en 2011. Tandis que nous pensons que l'activité de revente de logements en Ontario est en passe de se stabiliser, nous prévoyons que les mises en chantier vont perdre une partie de leurs gains réalisés en 2010.

Achèvement des projets d'infrastructures

L'un des plus gros défis que l'économie ontarienne devra relever en 2011 sera le ralentissement des dépenses publiques en infrastructures, à mesure que les projets financés par le plan d'action se terminent. Depuis le début de la reprise, la forte hausse des dépenses en immobilisations des gouvernements représente près d'un cinquième de la croissance du PIB réel de la province. L'achèvement de ces projets sera donc un frein à la croissance, mais nous pensons que l'augmentation des investissements non résidentiels va plus que compenser cette perte.

Croissance moins vigoureuse mais soutenue

Le ralentissement de l'activité économique en cours depuis le printemps 2010 se révèle un peu plus prononcé que prévu au Québec, ce qui assombrit quelque peu les perspectives pour l'année prochaine. En particulier, nos prévisions pour le secteur de la construction – résidentielle et non résidentielle – témoignent maintenant d'une certaine faiblesse, ce qui se traduira par une baisse de régime pour ce secteur qui a été, depuis le début de la reprise, un moteur important de croissance dans la province. Nous pensons que la croissance du PIB réel descendra à 2,6 % en 2011 après avoir atteint 2,7 % en 2010. Bien que les taux de croissance pour 2011 et 2010 aient été revus à la baisse par rapport aux prévisions des *Perspectives provinciales* de septembre (qui s'établissaient respectivement à 3,1 % et à 3,0 %), il s'agira néanmoins des taux les plus élevés du Québec depuis 2004.

Baisse de cadence

La conjoncture récente dans la province indique qu'à l'approche de la dernière étape de 2010, l'économie est beaucoup moins fébrile qu'au début de l'année. Après avoir connu des ventes records l'hiver dernier, le marché du logement du Québec – comme tous les autres marchés provinciaux – s'est calmé considérablement au cours du printemps et de l'été, ce qui a entraîné le récent ralentissement du secteur de la construction de maisons neuves. Plusieurs autres secteurs s'en sont aussi ressenti dernièrement, notamment les secteurs de la fabrication et du commerce de gros et de détail. Il semble donc que la reprise amorcée depuis peu au Québec s'essouffle déjà un peu.

Poursuite de la reprise

Bien que la reprise ait peut-être perdu de sa vigueur initiale, on s'attend néanmoins à ce qu'elle se poursuive au cours de 2011. La croissance de la province continuera d'être soutenue par de faibles taux d'intérêt (mais en hausse), la progression de l'emploi et le raffermissement de la demande des États-Unis et du reste du Canada. Le marché de l'emploi du Québec devrait progresser de 1,9 % en 2011, soit légèrement en deçà du taux de 2,0 % prévu pour 2010, ce qui représentera plus de 70 000 nouveaux emplois nets dans la province et un nombre accru de consommateurs ayant de l'argent à dépenser.

Resserrement modéré de la politique budgétaire

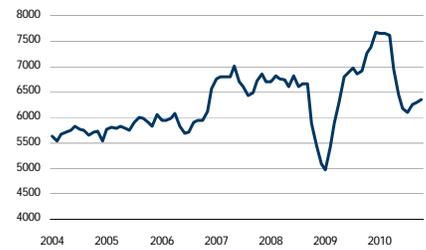
Comme tous les autres gouvernements ailleurs au Canada (ainsi que dans le monde), le gouvernement du Québec a prévu des déficits importants pour les exercices financiers 2009-2010 et 2010-2011, en partie afin de stimuler l'économie de la province. Comme la reprise est maintenant solidement enracinée, le gouvernement s'emploiera désormais à rétablir l'équilibre budgétaire, ce qu'il compte faire d'ici 2013-2014. Le passage d'une politique budgétaire favorable à l'économie à une autre ayant sur elle un certain effet de ralentissement aura donc lieu au cours de la prochaine année. Non seulement la croissance des dépenses de programmes sera limitée, et les dépenses en immobilisations réduites, mais il y aura également une augmentation des taxes dans la province (y compris la hausse de la taxe de vente provinciale appliquée en juillet 2010). Ce resserrement budgétaire freinera la croissance en 2011 et au cours des années suivantes, bien qu'on s'attende à ce que ce soit dans une proportion bien moindre que celui qui avait réduit la croissance au pas au milieu des années 1990, après des années de déficits consécutifs.

Légère accélération de la croissance en 2012

Comme les marchés devraient continuer de s'améliorer aux États-Unis et au Canada en 2012, le rythme de croissance pourrait s'accélérer légèrement pour se fixer à 2,7 %.

Reventes de logements au Québec

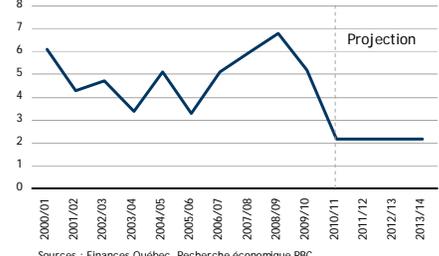
En nombre d'unités par mois, données désaisonnalisées



Sources : ACI, Recherche économique RBC

Dépenses de programmes du gouvernement du Québec

Variation d'une année sur l'autre en %



Sources : Finances Québec, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

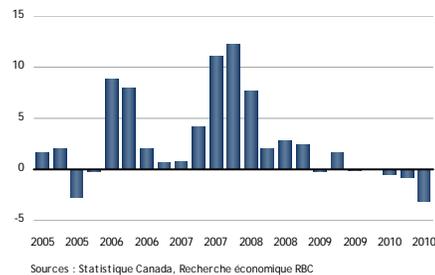
Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-0,3	2,7	2,6	2,7
Emploi	-1,0	2,0	1,9	1,8
Taux de chômage (%)	8,5	8,0	7,8	7,6
Ventes au détail	-0,9	5,0	4,0	4,3
Mises en chantier (unités)	44 008	50 900	47 500	44 300
Indice des prix à la consommation	0,6	1,2	1,7	2,0

Robert Hogue
Économiste principal

Création d'emplois au Nouveau-Brunswick

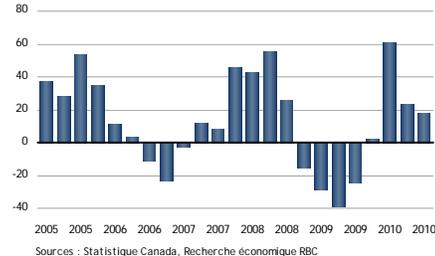
Variation d'une année sur l'autre, en milliers d'employés



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Exportations nominales d'énergie du Nouveau-Brunswick

Variation d'une année sur l'autre en %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-0,3	2,3	1,9	2,3
Emploi	0,1	-0,6	0,9	1,3
Taux de chômage (%)	8,9	9,3	9,1	8,5
Ventes au détail	-0,1	4,1	3,5	3,7
Mises en chantier (unités)	3 483	4 500	3 500	3 200
Indice des prix à la consommation	0,3	2,1	1,9	2,1

David Onyett-Jeffries
Économiste**Remontée du commerce extérieur**

La situation défavorable des marchés de marchandises qui a entravé l'économie externe du Nouveau-Brunswick l'an dernier a presque changé du tout au tout en 2010 et forme l'assise d'une reprise assez généralisée. Cela étant dit, l'économie intérieure a connu un ralentissement important, ce qui nous a amenés à prévoir une hausse modeste du PIB réel de la province de 2,3 % cette année (taux inchangé par rapport aux *Perspectives provinciales* de septembre).

La fabrication et les exportations ouvrent la marche

Le secteur manufacturier poursuit sa forte remontée après être tombé à de faibles niveaux l'an dernier. Ainsi, la production de biens durables et non durables est respectivement en hausse de 26 % et de 22 % depuis le début de 2010. Cette progression est attribuable à l'amélioration de la demande et aux conditions favorables de fixation des prix des produits alimentaires, énergétiques et forestiers de la province. L'année complète d'activités à l'usine de regazéification de gaz naturel liquéfié (GNL) Canaport a stimulé de façon appréciable le secteur énergétique de la province, où les exportations nominales d'énergie ont augmenté de 32 % en cumul annuel jusqu'en septembre. Le redressement des prix des pâtes et papiers et du bois a enrayé la tendance générale à la baisse des exportations de produits de la forêt affichée depuis 2000 et s'est traduit par une hausse des exportations nominales de 21 % depuis le début de l'année. Pendant la même période, les exportations de potasse ont fait un bond de 110 % consécutif aux fermetures temporaires de mines de l'année précédente. Dans l'ensemble, la province pourrait bien connaître la plus forte croissance des exportations en 2010 du pays ; toutefois, il est peu probable qu'elle puisse maintenir un tel rythme en 2011.

Les grands projets d'investissement achèvent, mais quelques autres sont prévus

L'activité de construction a ralenti en 2010 dans la province, et tout indique que cette tendance se poursuivra en 2011. La remise à neuf de la centrale nucléaire de Point Lepreau et le plan provincial de stimulation pour l'infrastructure de 1,6 milliard de dollars devraient prendre fin au début de 2011. Néanmoins, l'expansion en cours d'une mine de potasse au coût de 1,7 milliard de dollars et l'accroissement des dépenses consacrées au projet de porte d'entrée de la Route 1 de 580 millions de dollars apporteront alors un certain soutien au secteur de la construction. Après avoir profité d'une forte hausse des mises en chantier au début de 2010, la construction résidentielle devrait ralentir, puisque la récente détérioration de la situation sur le marché de l'emploi modère la demande. On s'attend à ce que l'emploi baisse en 2010 au Nouveau-Brunswick (seule province où une telle baisse se produirait), et que la province reste à la traîne des autres provinces sur le plan de la croissance de l'emploi au cours des deux années suivantes. Les effets de ces gains modestes au chapitre de l'emploi seront néanmoins partiellement compensés par l'amélioration du régime de l'impôt sur le revenu des particuliers, qui devrait entraîner des économies de plus de 600 millions de dollars au cours des deux prochaines années.

La croissance devrait ralentir en 2011

L'amélioration continue de l'économie mondiale en 2011 stimulera la demande de biens et services de la province, et l'on s'attend à ce que la reprise de la création d'emplois au Nouveau-Brunswick favorise une légère hausse des dépenses de consommation. Toutefois, le ralentissement continu des investissements privés dans le secteur non résidentiel et des restrictions budgétaires freineront la croissance. Nous prévoyons que ces forces opposées limiteront la croissance au taux modéré de 1,9 % pour l'année (en baisse par rapport au taux de 2,2 % qui figurait dans nos *Perspectives provinciales* de septembre). En 2012, le démarrage prévu de la production à la mine agrandie de potasse, à Sussex, devrait stimuler le secteur minier et contribuer à porter la croissance à 2,3 % en 2012 dans la province.

Le secteur énergétique bat de l'aile

Après avoir mieux traversé la crise financière que la plupart des autres provinces, l'économie de la Nouvelle-Écosse affiche une grande faiblesse relative depuis le début de 2010. Par conséquent, nous prévoyons que la province se classera en queue de peloton au chapitre de la croissance et que l'économie y progressera au taux modeste de 1,8 % pour 2010 (même taux que dans nos *Perspectives provinciales* de septembre).

La faiblesse dans le secteur du gaz naturel est un obstacle majeur

Les entreprises du secteur des ressources naturelles de la Nouvelle-Écosse peinent toujours à se remettre des suites de la récession économique mondiale. La production d'énergie a continué de fléchir, étant donné que la production de gaz naturel a baissé de 6,8 % en cumul annuel (jusqu'en octobre) et de presque 30 % par rapport à 2008. La diminution du volume de production a été accentuée par la faiblesse considérable des prix du gaz naturel, qui ont chuté de presque 30 % depuis juin 2010. Cette conjonction de facteurs se soldera vraisemblablement par le recul des exportations nominales d'énergie en 2010, ce qui pèsera notablement sur la balance commerciale de la province.

Le secteur de la construction est vigoureux

Depuis le début de 2010, le secteur de la construction a apporté un soutien important à l'économie. La construction de bâtiments commerciaux et industriels a grimpé de 16 % d'une année sur l'autre, en valeur réelle, au cours des trois premiers trimestres de 2010, tandis que les mises en chantier étaient en forte hausse de 28 % à la fin d'octobre. De plus, la cadence s'est accélérée au troisième trimestre, malgré l'augmentation du taux de la TVH. Le dynamisme de l'activité dans le secteur de la construction devrait cependant diminuer avec la fin des grands projets en cours et le déclin des mesures de stimulation pour l'infrastructure de la province. Nous pensons que la construction résidentielle ralentira également et prévoyons une diminution des mises en chantier au cours de chacune des deux prochaines années.

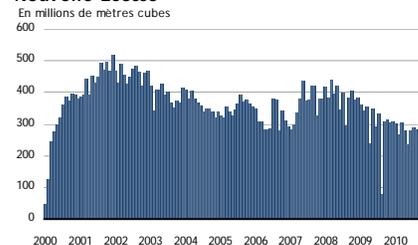
Priorité aux compressions budgétaires

Le budget 2010 de la Nouvelle-Écosse comporte des mesures d'austérité visant à rétablir l'équilibre budgétaire en 2013-2014. Le plan budgétaire table sur une baisse des dépenses de programmes de 0,4 % en moyenne au cours de chacun des quatre prochains exercices et sur une réduction de la taille de la fonction publique de 10 % d'ici 2013. Dans sa récente mise à jour des prévisions budgétaires, le gouvernement a indiqué qu'il s'attendait maintenant à ce que le déficit pour 2010-2011 s'établisse à 203 millions de dollars, soit 19 millions de dollars (8,5 %) de moins que la valeur initialement prévue (en raison principalement de la diminution des frais de service de la dette), étant donné que le déficit pour 2009-2010 s'élèvera finalement à 300 millions de dollars, soit 159 millions de dollars en deçà de la prévision.

Difficultés en vue

En 2011, les exportations provinciales recevront une impulsion appréciable du démarrage de la production relative au projet de gaz naturel Deep Panuke. De plus, l'activité touristique devrait s'intensifier grâce à la tenue des Jeux d'hiver du Canada de 2011 à Halifax ; toutefois, la force des vents contraires qui soufflent sur l'économie intérieure sera encore plus grande, de sorte que la croissance du PIB réel de la province devrait descendre à 1,5 % pour l'année 2011 (même taux que dans nos *Prévisions provinciales* de septembre). Un accroissement de la production d'énergie et un raffermissement de l'économie mondiale devraient entraîner une accélération modeste de la croissance l'année suivante. L'économie devrait en effet croître de 2,0 % en 2012.

Production de gaz naturel exploité en mer de la Nouvelle-Écosse



Sources : Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extractifs, Recherche économique RBC

Activités de construction de la Nouvelle-Écosse



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

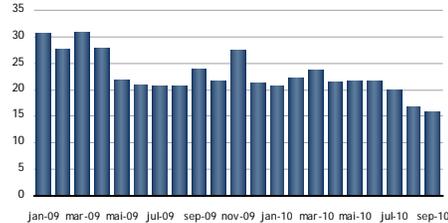
Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-0,1	1,8	1,5	2,0
Emploi	-0,1	0,4	1,4	1,4
Taux de chômage (%)	9,2	9,2	8,9	8,6
Ventes au détail	0,3	5,1	3,3	3,9
Mises en chantier (unités)	3 408	4 300	3 800	3 600
Indice des prix à la consommation	-0,1	2,1	2,3	2,1

David Onyett-Jeffries
Économiste

Exportations de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard

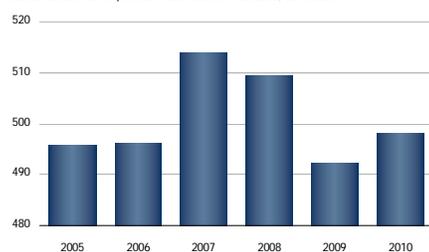
En millions de dollars canadiens



Sources : Statistique Canada - Données en ligne sur le commerce, Recherche économique RBC

Tourisme de l'Île-du-Prince-Édouard

Cumul annuel en septembre des nuitées vendues, en milliers



Sources : Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-0,1	2,1	2,2	2,2
Emploi	-1,1	3,0	1,3	1,5
Taux de chômage (%)	12,0	11,4	11,2	10,3
Ventes au détail	-0,3	5,0	3,5	4,3
Mises en chantier (unités)	858	740	780	700
Indice des prix à la consommation	-0,1	1,8	2,0	2,1

David Onyett-Jeffries
Économiste

La croissance est lente, mais la vie est agréable !

L'un des rares désavantages pour la province d'avoir échappé à un recul important en 2009, c'est que son économie ne se redresse pas beaucoup en 2010. Nous prévoyons que l'économie de la province progressera modestement de 2,1 % en 2010 (même taux que celui qui figurait dans nos *Prévisions provinciales* de septembre). Ce rythme modéré de croissance semble toutefois bien convenir à la plus petite province du Canada, puisqu'une récente étude du Centre d'étude des niveaux de vie a révélé que ses habitants avaient le niveau de satisfaction à l'égard de la vie le plus élevé du pays.

Des dépenses publiques en immobilisations encore élevées

Le secteur de la construction s'est révélé un facteur important de dynamisme pour l'économie de la province depuis le début de l'année, même s'il y a des signes de fléchissement de l'activité. Le gouvernement a publié récemment une mise à jour de son plan quinquennal de dépenses en immobilisations, qui comporte une hausse de 15 millions de dollars sur la période de 2010-2011 à 2014-2015 par rapport au plan de l'an dernier et une augmentation des dépenses au cours des deux prochaines années, suivie d'une légère baisse. L'investissement public continu comblera une partie du manque à gagner découlant de la baisse de l'investissement privé. La construction de bâtiments commerciaux et industriels a décliné de 38 %, en valeur réelle, au cours des trois premiers trimestres de 2010, et l'activité devrait rester faible en raison de l'annulation de plusieurs projets d'énergie renouvelable. De plus, les mises en chantier ont diminué de 11 % en cumul annuel (octobre), et nous prévoyons que l'activité de construction de logements neufs demeurera modeste au cours des deux prochaines années.

Renversement des tendances dans les secteurs de la fabrication et du tourisme

Le secteur manufacturier a étonnamment brillé en 2009, étant donné que les ventes de biens durables fabriqués dans la province ont connu une forte augmentation grâce aux secteurs naissants de l'aéronautique et de la technologie. Jusqu'ici en 2010, la tendance s'est toutefois renversée : les expéditions de biens durables ont diminué de 10 % en cumul annuel (septembre) et se sont ajoutées à la faiblesse persistante dans le secteur de la transformation des aliments (en baisse de 6 % depuis le début de l'année). Le secteur agroalimentaire, qui constitue plus de la moitié des exportations de marchandises de la province, éprouve toujours des difficultés en raison de la faible demande des États-Unis. Dans l'ensemble, les recettes monétaires agricoles ont descendu de 3,7 % d'une année sur l'autre au cours des trois premiers trimestres de 2010, ce qui est attribuable en grande partie au recul de 18 % des exportations nominales de produits de pommes de terre. En revanche, le secteur du tourisme de l'île, durement touché en 2009, a connu une bonne saison touristique cet été, comme en témoigne la hausse de 3,7 % de l'achalandage (selon le nombre de nuitées vendues) par rapport à l'année précédente au troisième trimestre 2010. L'amélioration enregistrée lors de la saison touristique a contribué à soutenir la croissance de l'emploi dans le secteur des services et stimulé les dépenses dans le secteur des ventes au détail.

La croissance demeurera modeste

Le gouvernement provincial a l'intention de continuer d'accroître ses dépenses en 2011, ce qui constituera une solide base d'accroissement de la croissance économique dans la province. Les perspectives seront aussi favorisées par l'amélioration de l'économie à l'échelle mondiale et aux États-Unis, ce qui devrait accroître la demande de produits agricoles et stimuler davantage le tourisme. Par conséquent, nous prévoyons que la croissance de la province augmentera légèrement pour s'établir à 2,2 % en 2011 (en baisse par rapport au taux de 2,4 % indiqué dans nos *Prévisions provinciales* de septembre) et que la progression se poursuivra au même rythme en 2012 (2,2 %).

Nouveau départ

Jusqu'ici cette année, Terre-Neuve-et-Labrador se remet fort bien de la chute de 10,2 % de son PIB réel en 2009. La forte progression de la production dans les secteurs du pétrole brut et des mines et de l'activité de construction s'est soldée par une reprise rapide dans la province et nous a incités à réviser à la hausse notre prévision de croissance du PIB réel pour la fixer à 5,0 % (par rapport à 3,3 % dans nos *Perspectives provinciales* de septembre), soit la plus élevée au sein des provinces.

Le décollage de la production énergétique et minière...

Le démarrage de la production de pétrole au champ satellite North Amethyst en mai et l'accroissement ultérieur du volume d'extraction ont donné un coup de fouet au secteur névralgique de l'énergie, qui en avait bien besoin. Le nouveau volume de production a contrebalancé les effets du vieillissement rapide des trois autres grands champs de pétrole et a accru la production de pétrole brut de 2,9 % en cumul annuel (septembre). La production de métaux et de minéraux a bénéficié des prix qui se sont considérablement raffermis au cours de l'année 2010, si bien que le ministère provincial des Ressources naturelles prévoit maintenant une énorme augmentation de 73 % des expéditions de minéraux métallifères pour 2010, malgré une faible production de nickel en raison de l'interruption de travail qui dure à la mine de Voisey's Bay.

... stimule les grands projets d'investissement...

La remontée générale des prix des matières premières depuis leur creux du début de 2009 et l'amélioration des perspectives de la demande de matières premières ont attiré des investissements importants dans le secteur des ressources naturelles de la province. Aux projets d'envergure du secteur privé (tels l'usine de traitement du nickel à Long Harbour, le projet d'expansion Hibernia Sud, d'autres projets d'exploration et de mises à niveau de plates-formes en mer, et l'expansion de la mine de la Compagnie minière IOC) s'est ajoutée récemment l'annonce de l'octroi de fonds publics pour l'aménagement attendu depuis longtemps du projet hydroélectrique du cours inférieur de Churchill au coût de 6,2 milliards de dollars. Le flux stable d'investissements dans le secteur non résidentiel constituera une source importante de croissance de l'économie et de l'emploi à moyen terme.

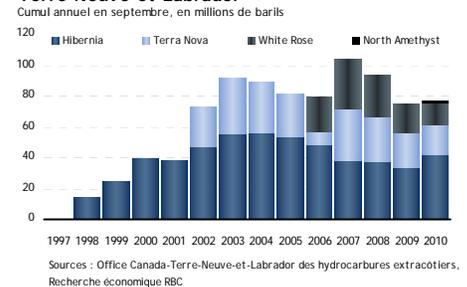
... et procurent d'autres avantages budgétaires bienvenus

Le raffermissement des marchés de matières premières donne également un bon coup de pouce à la situation budgétaire du gouvernement provincial. Dans sa récente mise à jour de l'automne, le gouvernement prévoit que les recettes tirées des redevances sur le pétrole brut s'établiraient à 65 millions de dollars de plus que prévu dans le budget, tandis que celles qui proviennent de l'impôt sur les bénéfices des sociétés seraient de 165 millions de dollars de plus que prévu, en raison principalement de l'apport du secteur pétrolier et gazier en mer. Par suite de ces révisions, la province s'attend maintenant à avoir un excédent de 12 millions de dollars, alors qu'il avait été prévu dans le budget qu'elle enregistrerait un déficit de 194 millions de dollars. Les perspectives d'emploi continuent de s'améliorer dans la province grâce aux secteurs des ressources naturelles et de la construction, qui progressent à nouveau. Ce raffermissement du marché de l'emploi stimule la croissance des revenus, qui, à son tour, favorise les dépenses dans le secteur des ventes au détail et de la construction résidentielle.

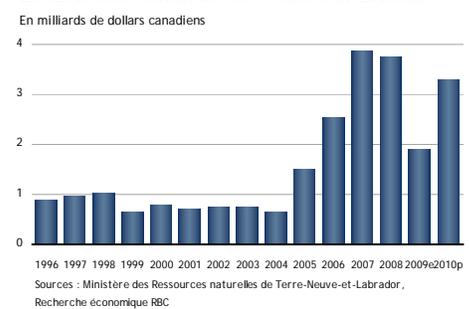
Maintien d'un rythme de croissance rapide en 2011

Nous croyons que l'économie provinciale continuera de croître en 2011. Les dépenses en immobilisations importantes et la progression du secteur de l'extraction minière contribueront au maintien d'une croissance forte dans la province, à 3,8 % (par rapport à 3,3 % dans nos *Perspectives provinciales* de septembre). Nous prévoyons que ce mouvement ralentira un peu l'année suivante, soit en 2012, pour se fixer au taux plus viable à long terme de 2,6 %.

Production de pétrole exploité en mer de Terre-Neuve-et-Labrador



Livraisons de métaux de Terre-Neuve-et-Labrador



Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2009	2010	2011	2012
	PIB réel	-10,2	5,0	3,8
Emploi	-2,4	3,3	1,5	2,3
Taux de chômage (%)	15,4	14,4	13,7	12,8
Ventes au détail	2,7	3,7	3,4	3,8
Mises en chantier (unités)	3 167	4 200	3 100	3 200
Indice des prix à la consommation	0,3	2,4	2,1	2,1

David Onyett-Jeffries
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	09	10	11	12	09	10	11	12	%				Milliers				09	10	11	12	09	10	11	12
T.-N. & L.	-10,2	5,0	3,8	2,6	-2,4	3,3	1,5	2,3	15,4	14,4	13,7	12,8	3,2	4,2	3,1	3,2	2,7	3,7	3,4	3,8	0,3	2,4	2,1	2,1
Î.-P.-É.	-0,1	2,1	2,2	2,2	-1,1	3,0	1,3	1,5	12,0	11,4	11,2	10,3	0,9	0,7	0,8	0,7	-0,3	5,0	3,5	4,3	-0,1	1,8	2,0	2,1
N.-É.	-0,1	1,8	1,5	2,0	-0,1	0,4	1,4	1,4	9,2	9,2	8,9	8,6	3,4	4,3	3,8	3,6	0,3	5,1	3,3	3,9	-0,1	2,1	2,3	2,1
N.-B.	-0,3	2,3	1,9	2,3	0,1	-0,6	0,9	1,3	8,9	9,3	9,1	8,5	3,5	4,5	3,5	3,2	-0,1	4,1	3,5	3,7	0,3	2,1	1,9	2,1
QUÉ.	-0,3	2,7	2,6	2,7	-1,0	2,0	1,9	1,8	8,5	8,0	7,8	7,6	44,0	50,9	47,5	44,3	-0,9	5,0	4,0	4,3	0,6	1,2	1,7	2,0
ONT.	-3,6	3,3	3,1	3,1	-2,4	1,7	1,9	2,1	9,0	8,8	8,2	7,7	50,1	60,9	55,3	55,5	-2,4	4,7	4,2	4,3	0,4	2,5	2,6	1,9
MAN.	0,0	1,8	3,5	3,2	0,0	2,1	1,9	1,7	5,2	5,4	5,1	5,0	4,0	5,8	5,5	5,4	-0,9	5,8	4,9	5,2	0,6	0,7	1,7	2,0
SASK.	-3,9	4,5	5,3	4,3	1,5	1,2	2,1	2,3	4,8	5,1	4,9	4,6	3,8	5,6	5,0	5,3	-2,3	3,1	5,5	4,6	1,1	1,2	2,4	2,6
ALB.	-4,5	3,4	4,3	3,8	-1,3	0,5	2,3	2,4	6,6	6,6	6,1	5,5	20,0	27,1	28,8	33,3	-8,4	5,1	5,6	5,8	-0,1	1,1	1,6	1,7
C.-B.	-1,8	3,1	2,9	3,2	-2,4	2,1	1,9	2,2	7,6	7,5	7,0	6,5	16,0	26,9	28,5	25,8	-5,1	5,0	4,5	4,9	0,0	1,6	2,4	1,7
CANADA	-2,5	3,1	3,2	3,1	-1,6	1,6	1,9	2,2	8,3	8,0	7,6	7,2	149,0	191	182	180	-3,0	4,8	4,4	4,6	0,3	1,8	2,2	2,0

Tableau comparatif

2009, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2010)	510	142	943	752	7 907	13 211	1 235	1 046	3 721	4 531
Produit intérieur brut (milliards \$)	25,0	4,8	34,3	27,5	303,7	578,2	51,0	56,6	247,2	191,0
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	18,1	4,2	28,9	23,3	267,5	509,4	42,1	39,8	178,2	161,9
Part du PIB réel canadien (%)	1,4	0,3	2,3	1,8	20,8	39,6	3,3	3,1	13,9	12,6
Croissance PIB réel (TAC, cinq dernières années 04-09, %)	1,0	1,4	0,9	0,8	1,3	0,5	2,1	1,1	1,7	2,0
PIB réel par habitant (\$)	35 657	29 512	30 806	31 113	34 168	38 992	34 502	38 683	48 553	36 287
Croissance PIB réel par habitant (TAC, cinq dernières années 04-09, %)	1,4	0,9	0,9	0,8	0,5	-0,6	1,4	0,4	-0,8	0,6
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	25 957	24 054	26 183	26 105	26 031	28 565	26 915	29 426	36 818	28 038
Croissance de l'emploi (TAC, cinq dernières années 04-09, %)	0,1	0,8	0,5	0,9	0,9	0,7	1,0	1,6	2,5	1,8
Taux d'emploi (nov., 2010 %)	52,0	60,0	58,0	57,8	60,1	61,5	66,1	66,2	68,5	61,1
Indice d'inconfort (inflation + chômage, oct. 2010)	16,0	15,2	12,7	11,6	9,4	12,0	6,4	7,8	7,2	9,8
Production manufacturière (% du PIB réel)	4,9	10,5	8,7	11,0	16,4	14,6	11,4	7,3	7,6	8,3
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	62,0	72,6	74,4	70,4	65,0	63,0	65,9	62,1	55,1	70,9
Exportations (% du PIB réel)	36,8	28,9	22,9	41,2	30,2	36,0	30,9	33,5	33,7	23,9

Source: Statistique Canada, RBC Recherche économique

Tableaux

Colombie-Britannique

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	153 489	159 729	164 496	164 869	161 851	166 868	171 708	177 202
	évolution (%)	4,7	4,1	3,0	0,2	-1,8	3,1	2,9	3,2
Nombre d'emplois	en milliers	2 131	2 195	2 266	2 314	2 259	2 307	2 351	2 403
	évolution (%)	3,3	3,0	3,2	2,1	-2,4	2,1	1,9	2,2
Taux de chômage	(%)	5,9	4,8	4,2	4,6	7,6	7,5	7,0	6,5
Ventes au détail	en millions de dollars	49 286	52 837	56 365	56 562	53 675	56 335	58 866	61 758
	évolution (%)	4,4	7,2	6,7	0,3	-5,1	5,0	4,5	4,9
Mises en chantier	unités	34 667	36 443	39 195	34 250	16 042	26 900	28 500	25 800
	évolution (%)	5,3	5,1	7,6	-12,6	-53,2	67,7	5,9	-9,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,3	108,1	110,0	112,3	112,3	114,0	116,8	118,8
	évolution (%)	2,0	1,7	1,7	2,1	0,0	1,6	2,4	1,7

Alberta

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	170 872	180 852	184 008	186 528	178 225	184 285	192 209	199 513
	évolution (%)	4,5	5,8	1,7	1,4	-4,5	3,4	4,3	3,8
Nombre d'emplois	en milliers	1 784	1 871	1 959	2 013	1 988	1 999	2 045	2 094
	évolution (%)	1,5	4,8	4,7	2,7	-1,3	0,5	2,3	2,4
Taux de chômage	(%)	3,9	3,4	3,5	3,6	6,6	6,6	6,1	5,5
Ventes au détail	en millions de dollars	48 493	55 942	61 160	61 069	55 956	58 833	62 128	65 737
	évolution (%)	11,8	15,4	9,3	-0,1	-8,4	5,1	5,6	5,8
Mises en chantier	unités	40 847	48 962	48 336	28 967	19 983	27 100	28 800	33 300
	évolution (%)	12,6	19,9	-1,3	-40,1	-31,0	35,6	6,3	15,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,1	112,3	117,9	121,6	121,5	122,7	124,7	126,9
	évolution (%)	2,1	3,9	4,9	3,2	-0,1	1,1	1,6	1,7

Saskatchewan

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	38 904	38 266	39 626	41 434	39 810	41 601	43 806	45 690
	évolution (%)	3,1	-1,6	3,6	4,6	-3,9	4,5	5,3	4,3
Nombre d'emplois	en milliers	483	492	502	513	521	527	538	550
	évolution (%)	0,8	1,7	2,1	2,2	1,5	1,2	2,1	2,3
Taux de chômage	(%)	5,1	4,7	4,2	4,1	4,8	5,1	4,9	4,6
Ventes au détail	en millions de dollars	10 796	11 495	12 984	14 360	14 036	14 470	15 267	15 973
	évolution (%)	5,2	6,5	13,0	10,6	-2,3	3,1	5,5	4,6
Mises en chantier	unités	3 437	3 715	6 007	6 792	3 792	5 600	5 000	5 300
	évolution (%)	-9,1	8,1	61,7	13,1	-44,2	47,7	-10,7	6,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,9	109,1	112,2	115,9	117,1	118,6	121,5	124,7
	évolution (%)	2,2	2,0	2,9	3,2	1,1	1,2	2,4	2,6

Tableaux

Manitoba

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	38 860	40 181	41 263	42 057	42 077	42 834	44 334	45 752
	évolution (%)	2,6	3,4	2,7	1,9	0,0	1,8	3,5	3,2
Nombre d'emplois	en milliers	580	587	596	607	607	620	631	642
	évolution (%)	0,6	1,1	1,6	1,7	0,0	2,1	1,9	1,7
Taux de chômage	(%)	4,8	4,3	4,4	4,1	5,2	5,4	5,1	5,0
Ventes au détail	en millions de dollars	12 381	12 870	14 008	15 017	14 882	15 739	16 515	17 372
	évolution (%)	5,9	3,9	8,8	7,2	-0,9	5,8	4,9	5,2
Mises en chantier	unités	4 731	5 028	5 738	5 550	4 042	5 800	5 500	5 400
	évolution (%)	6,6	6,3	14,1	-3,3	-27,2	43,5	-5,2	-1,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,6	108,7	110,9	113,4	114,1	114,9	116,9	119,3
	évolution (%)	2,7	1,9	2,1	2,2	0,6	0,7	1,7	2,0

Ontario

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	510 509	522 998	533 233	528 635	509 421	526 232	542 545	559 364
	évolution (%)	2,8	2,4	2,0	-0,9	-3,6	3,3	3,1	3,1
Nombre d'emplois	en milliers	6 398	6 493	6 594	6 687	6 526	6 639	6 765	6 907
	évolution (%)	1,3	1,5	1,6	1,4	-2,4	1,7	1,9	2,1
Taux de chômage	(%)	6,6	6,3	6,4	6,5	9,0	8,8	8,2	7,7
Ventes au détail	en millions de dollars	135 321	140 808	146 252	151 375	147 708	154 606	161 163	168 084
	évolution (%)	4,8	4,1	3,9	3,5	-2,4	4,7	4,2	4,3
Mises en chantier	unités	78 795	73 417	68 123	75 567	50 050	60 900	55 300	55 500
	évolution (%)	-7,4	-6,8	-7,2	10,9	-33,8	21,7	-9,2	0,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,9	108,8	110,8	113,3	113,7	116,5	119,5	121,8
	évolution (%)	2,2	1,8	1,8	2,3	0,4	2,5	2,6	1,9

Québec

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	255 559	260 033	265 585	268 406	267 477	274 699	281 841	289 451
	évolution (%)	1,8	1,8	2,1	1,1	-0,3	2,7	2,6	2,7
Nombre d'emplois	en milliers	3 717	3 765	3 852	3 882	3 844	3 922	3 997	4 068
	évolution (%)	1,0	1,3	2,3	0,8	-1,0	2,0	1,9	1,8
Taux de chômage	(%)	8,3	8,0	7,2	7,2	8,5	8,0	7,8	7,6
Ventes au détail	en millions de dollars	82 533	86 709	90 663	95 321	94 493	99 256	103 185	107 616
	évolution (%)	5,1	5,1	4,6	5,1	-0,9	5,0	4,0	4,3
Mises en chantier	unités	50 910	47 877	48 553	47 925	44 008	50 900	47 500	44 300
	évolution (%)	-12,9	-6,0	1,4	-1,3	-8,2	15,7	-6,7	-6,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,9	108,7	110,4	112,7	113,4	114,7	116,6	118,9
	évolution (%)	2,3	1,7	1,6	2,1	0,6	1,2	1,7	2,0

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	22 638	23 174	23 439	23 392	23 314	23 850	24 303	24 862
	évolution (%)	1,2	2,4	1,1	-0,2	-0,3	2,3	1,9	2,3
Nombre d'emplois	en milliers	351	355	363	366	366	364	367	372
	évolution (%)	0,1	1,4	2,1	0,9	0,1	-0,6	0,9	1,3
Taux de chômage	(%)	9,7	8,8	7,5	8,6	8,9	9,3	9,1	8,5
Ventes au détail	en millions de dollars	8 326	8 814	9 318	9 872	9 861	10 267	10 628	11 024
	évolution (%)	4,6	5,9	5,7	5,9	-0,1	4,1	3,5	3,7
Mises en chantier	unités	3 959	4 085	4 242	4 175	3 483	4 500	3 500	3 200
	évolution (%)	0,3	3,2	3,8	-1,6	-16,6	29,2	-22,2	-8,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	107,4	109,2	111,3	113,2	113,5	115,9	118,1	120,5
	évolution (%)	2,4	1,7	1,9	1,7	0,3	2,1	1,9	2,1

Nouvelle-Écosse

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	28 016	28 174	28 611	28 969	28 931	29 452	29 894	30 491
	évolution (%)	1,1	0,6	1,6	1,3	-0,1	1,8	1,5	2,0
Nombre d'emplois	en milliers	443	442	448	453	453	455	461	467
	évolution (%)	0,2	-0,3	1,3	1,2	-0,1	0,4	1,4	1,4
Taux de chômage	(%)	8,4	7,9	8,0	7,7	9,2	9,2	8,9	8,6
Ventes au détail	en millions de dollars	10 527	11 163	11 636	12 129	12 172	12 791	13 216	13 737
	évolution (%)	2,2	6,0	4,2	4,2	0,3	5,1	3,3	3,9
Mises en chantier	unités	4 775	4 896	4 750	4 267	3 408	4 300	3 800	3 600
	évolution (%)	1,2	2,5	-3,0	-10,2	-20,1	26,2	-11,6	-5,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,2	110,4	112,5	115,9	115,7	118,2	120,9	123,5
	évolution (%)	2,8	2,1	1,9	3,0	-0,1	2,1	2,3	2,1

Île-du-Prince-Édouard

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	3 921	4 077	4 149	4 167	4 164	4 251	4 345	4 441
	évolution (%)	1,1	4,0	1,8	0,4	-0,1	2,1	2,2	2,2
Nombre d'emplois	en milliers	68	69	69	70	69	72	72	74
	évolution (%)	1,9	0,6	1,1	1,3	-1,1	3,0	1,3	1,5
Taux de chômage	(%)	10,8	11,1	10,3	10,7	12,0	11,4	11,2	10,3
Ventes au détail	en millions de dollars	1 424	1 512	1 629	1 721	1 715	1 801	1 864	1 943
	évolution (%)	2,8	6,2	7,7	5,6	-0,3	5,0	3,5	4,3
Mises en chantier	unités	862	738	750	700	858	740	780	700
	évolution (%)	-6,2	-14,4	1,6	-6,7	22,6	-13,8	5,4	-10,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	109,1	111,6	113,6	117,5	117,3	119,4	121,8	124,4
	évolution (%)	3,2	2,2	1,8	3,4	-0,1	1,8	2,0	2,1

Terre-Neuve-et-Labrador

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	17 593	18 129	19 791	20 186	18 119	19 025	19 748	20 261
	évolution (%)	2,2	3,0	9,2	2,0	-10,2	5,0	3,8	2,6
Nombre d'emplois	en milliers	214	216	217	220	215	222	225	231
	évolution (%)	-0,1	0,7	0,7	1,5	-2,4	3,3	1,5	2,3
Taux de chômage	(%)	15,2	14,8	13,6	13,2	15,4	14,4	13,7	12,8
Ventes au détail	en millions de dollars	5 826	6 026	6 567	7 063	7 251	7 517	7 774	8 071
	évolution (%)	1,2	3,4	9,0	7,6	2,7	3,7	3,4	3,8
Mises en chantier	unités	2 498	2 234	2 649	3 233	3 167	4 200	3 100	3 200
	évolution (%)	-13,0	-10,6	18,6	22,1	-2,1	32,6	-26,2	3,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	107,6	109,5	111,1	114,3	114,6	117,4	119,9	122,4
	évolution (%)	2,6	1,8	1,4	2,9	0,3	2,4	2,1	2,1

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.